



Le débat de la 72e Assemblée générale des Nations-Unies s'est ouvert hier mardi 19 septembre 2017, au siège de l'organisation, à New York, en présence du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré. Une série de discours ont été prononcés autour du thème : «
Priorité à l'être humain : paix et vie décente pour tous sur une planète préservée ».

Pour prendre le pouls du monde en cette journée 19 septembre 2017, il n'y avait pas meilleur espace que la salle de l'Assemblée générale des Nations-Unies, à New York. Le Secrétaire général, António Guterres, a lancé les couleurs. C'est un monde en morceau où le sens de la communauté se fragmente et la confiance au sein des pays et entre pays est mise en mal, que M. Guterres a peint. Il a expliqué que l'humanité est en danger au regard d'un certain nombre de menaces. Le SG de l'ONU a dénoncé le péril nucléaire, surtout avec les essais de provocation nord-coréens qui ont contribué à installer une angoisse internationale, ces derniers mois. Une brèche saisie, par la suite par le président américain, Donald Trump, pour régler verbalement le compte au régime de Pyongyang et aux autres Etats vomis par Washington. «
Nous devons affronter, de concert, ceux qui veulent semer la discorde et la terreur, ce petit groupe de régimes voyous qui violent tous les principes qui fondent les Nations unies ... », a déclaré le 45e président des Etats-Unis, citant nommément la Corée du Nord, l'Iran, la Syrie, etc. Une autre menace qui est revenue tel un refrain, dans les différentes interventions, est celle liée au terrorisme. Rien ne saurait justifier les attaques terroristes, qui sèment la mort et la désolation, a martelé le SG Antonio Guterres. Donald Trump, lui, a invité ses pairs à tout mettre en œuvre pour écraser le terrorisme. Mais cette lutte, a indiqué M. Guterres, ne doit pas se mener exclusivement sur le champ militaire ou le tarissement des sources de financement. «
Il faut combattre le terrorisme à la racine de la radicalisation, notamment par la réduction de l'injustice réelle ou perçue, du taux de chômage chez les jeunes, entre autres », a-t-il conseillé. Il a présenté également les violations des droits internationaux humanitaires, les multiples conflits, les inégalités socio-économiques en nette progression, comme des éléments à même de compromettre l'avenir du monde. A propos des conflits, le président de la 72e AG, le ministre en charge des Affaires étrangères de la Slovaquie, Miroslav Lajčák, a fait remarquer que ce ne sont pas toujours les soldats, mais des civils qui paient le plus lourd tribut. Car, a-t-il regretté, les hôpitaux et les écoles se retrouvent être des cibles des belligérants, avant

d'encourager le règlement pacifique des différends. Le patron de l'ONU, lui, a soutenu que l'avènement d'un développement durable et profitable à tous, est un meilleur instrument de prévention des conflits. Encore faut-il privilégier l'économie verte en vue de minimiser les effets néfastes du changement climatique et réussir à maîtriser les ravages de la cyber-criminalité, a prévenu M. Guterres.

Le cri du cœur de l'Afrique

Il a, par ailleurs attiré l'attention sur le rôle primordial que doivent jouer les femmes et les jeunes dans la marche en cours vers une prospérité partagée. « La moitié de notre monde est de sexe féminin, une autre moitié a moins de 25 ans. Nous ne pouvons pas atteindre les objectifs du développement durable sans tirer parti du pouvoir des femmes et nous appuyer sur l'énorme énergie des jeunes », a-t-il analysé. Dans l'évolution souhaitée vers un monde meilleur, l'Afrique entend prendre ses responsabilités, a déclaré son porte-parole, le chef de l'Etat guinéen Alpha Condé, en sa qualité de président en exercice de l'Union africaine. « Aujourd'hui plus que jamais, l'Afrique est décidée à prendre son destin en main avec la ferme détermination d'être l'acteur principal de son développement et de jouer pleinement son rôle dans la gestion des affaires internationales », a lâché Pr Condé. Il a développé que le continent tend une main sincère et amicale à tous les partenaires de bonne volonté, conscients que : « il n'y a de bonheur véritable que lorsqu'il est partagé ; il n'y a de richesse que lorsqu'elle est équitablement répartie ; il n'y a de partenariat viable et porteur que lorsqu'il est d'égal à égal ; il n'y a de paix véritable que lorsqu'elle est inclusive ; il n'y a de développement durable que lorsqu'il respecte et consolide la dignité des peuples ». Il a, par ailleurs, argué que l'Afrique ne doit plus rester en marge des décisions qui la concernent. Pour ce faire, Alpha Condé a estimé qu'il n'est pas normal que la 3ème puissance démographique du monde (Afrique) ne soit pas représentée à un niveau approprié au sein du Conseil de sécurité, alors que 70% des questions y débattues la concernent. « Il est temps de réparer cette injustice qui n'a que trop duré. Nous exigeons l'élargissement du Conseil de sécurité dans les deux catégories de membres dont deux sièges permanents et un total de cinq sièges non permanents pour l'Afrique, choisis par l'Union Africaine », a-t-il dit. Le président en exercice de l'UA s'est aussi insurgé contre le droit de veto accordé à certains pays au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a proposé : « A défaut de l'abolition du veto, les nouveaux membres permanents du Conseil de sécurité devront avoir les mêmes prérogatives et privilèges que les membres actuels ».

Le président Trump, lui non plus, n'est pas satisfait du mode de fonctionnement actuel de l'organisation des Nations-Unies. Il a énoncé que l'ONU constitue un « fardeau financier et militaire injuste » pour son pays, qui supporte 22% du budget de l'organisation. Il a également suggéré que l'organisation travaille davantage à produire des résultats au bénéfice des populations de ses pays membres, au lieu d'entretenir sa bureaucratie. Le but de la création des Nations-Unies, a rappelé Donald Trump, est de permettre aux différentes nations du monde de coopérer, de préserver la sécurité et de promouvoir la prospérité. La réalisation de ce rêve des pères-fondateurs, dépend, selon lui, d'une coalition de nations fortes, indépendantes, qui chérissent leur souveraineté mais qui respectent les autres, tout en travaillant pour le monde entier.

Koumia Karama Alassane

Envoyé spécial à New York

Sidwaya